

De sa direction à sa gauche, démission générale à Québec solidaire **Tout pour esquiver le débat crucial et vital de la plateforme électorale**

Dans les coulisses des locaux de la direction Solidaire, on se résigne à sauver les meubles lors de la prochaine élection l'automne prochain. Près de la moitié de la députation ne se représentera pas dont le député qui a été banni du parti, legs de la chasse au vedettariat inspiré du recentrage de sa ligne politique. Bien qu'abriée par un soi-disant tournant vers les travailleuses et travailleurs, la direction du parti persiste dans cette direction cul-de-sac comptant sur les déboires des autres partis pour se maintenir. La montagne de la priorité à la lutte au coût de la vie accouche d'une [souris](#) soit « *un gel sur la hausse des loyers à l'inflation, plafonner à 2% les marges de profit des grandes bannières d'épicerie, détaxer tous les produits d'hygiène.* » On refile aux travailleuses et travailleurs la hausse du coût de la vie laquelle est pourtant au cœur du problème. On rajoute au prix des aliments un soi-disant profit raisonnable et on console les femmes de la violence et de tous les maux sociaux qui les accablent.

Cette piètre consolation envers les femmes, la direction du parti l'efface aussitôt. Après [avoir muselé les voix féministes](#) durant la crise non résolue du parti, la direction Solidaire, au prochain Conseil national, revient « *sur la résolution d'offrir les circonscriptions gagnables à des femmes et des personnes non-binaires [...] une des rares avancées de l'examen de nos pratiques féministes.* » La direction du parti craint comme la peste que les membres à la base, par la voie de la plateforme électorale, remettent en question sa démission centriste vis-à-vis la hausse du coût de la vie et *tutti quanti*. Après sa consultation sans droit de vote sur cette plateforme, fin décembre début janvier, débouchant inévitablement sur un pot-pourri qui n'engage en rien, la direction crée un passage à vide passant par-dessus le prochain Conseil national (CN). Ainsi, lors du processus menant au Congrès, elle pourra assommer la base avec son propre projet de plateforme vis-à-vis laquelle la base ne pourra que réagir.

Une gauche qui se laisse berner par les manœuvres de la direction Solidaire

Malheureusement, la gauche du parti reste aveugle à ces manœuvres minablement bureaucratiques. Le « parti de la rue » évince complètement le débat sur la plateforme tant de ses [actions](#) que de ses [réunions](#). Avec raison, il défendra une

parité efficace au prochain Conseil national et il veut s'allier à la gauche large et radicale pour combattre les lois liberticides et scélérates à saveur trumpiste de la CAQ. Sa prochaine assemblée générale posera les questions « *Comment le parti devrait-il se positionner [face au CN et aux lois de la CAQ] ? Quels enjeux devraient être mis de l'avant ? Quelles stratégies ? Comment le seul parti de gauche devrait-il manœuvrer pour pouvoir prendre sa place dans cette situation ?* » Par son silence sur la plateforme électorale, il s'associe de facto aux manœuvres de contournement de la direction du parti. Comment participer à la coalition anti-CAQ et fréquenter la gauche pensante et radicale sur fond des ridicules revendications réellement existantes du parti à propos du coût de la vie ? Ça ne suscitera que risée générale ou silence gênée. De quelle stratégie parle-t-on à partir de revendications à peine de centre-gauche ? Il ne faut pas mettre la charrue avant les bœufs.

Le CAP écologie, qui sert de think-tank au parti de la rue, n'y voit que du feu refusant de proposer au CN une campagne immédiate pour enraciner au moins une douzaine de revendications attaquant frontalement et structurellement la hausse du coût de la vie (voir l'annexe). Le CAP plaide qu'il n'y a pas de passage à vide car des instances dirigeantes du parti, la Commission politique et le Comité de coordination nationale, veillent au grain. C'est justement là le problème soit l'éviction de la base du parti de la participation au débat sur la plateforme après une consultation-bidon. Pendant ce temps certains médias mainstream célèbrent le vingtième anniversaire de la fondation du parti. Ne vaut-il pas mieux la réconfortante nostalgie que la crue réalité ? Même là, la juste description des souffrances populaires accouchent d'une seule minuscule revendication, une goutte d'eau pour étancher une soif insatiable de justice sociale. Ce message larmoyant rassure sans doute l'aisée classe moyenne progressiste mais démobilise l'électoral travailleur.

Est-ce sorcier que de s'inspirer de la victoire éclatante du maire de New-York ?

Tant la direction Solidaire que la gauche du parti restent aveugles, contre la marée trumpienne, à la victoire éclatante du nouveau maire de New-York dont la population est à peine moindre que celle du Québec. Cette victoire a été acquise grâce à une plateforme sociale-démocrate radicale dont les points saillants étaient « *Gel des loyers, bus gratuits, garde d'enfants gratuite, augmentation du salaire minimum à 30 dollars d'ici 2030, imposition des entreprises et des 1% les plus riches, [tripler] la production de la ville en matière de logements abordables à*

perpétuité, construits par des syndicats et à loyer régulé – en construisant 200 000 nouvelles unités au cours des 10 prochaines années. » On mesure facilement le gouffre par rapport aux piétres revendications Solidaire vis-à-vis le coût de la vie. C'est cette radicalité à contre-courant qui a permis la stratégie électorale de donner la priorité à la mobilisation de porte-à-porte par plusieurs dizaines de milliers de militantes et militants, surtout jeunes, au détriment de celle aux médias sociaux qui n'ont pas été négligés pour autant. Les bœufs ont été mis en avant la charrue !

Pourtant Québec solidaire a un avantage stratégique par rapport à l'équipe Mamdani. Il ne fait pas partie de l'aile gauche d'un parti patronal comme l'est Mamdani vis-à-vis les Démocrates. Ses réformes radicales en seront bloquées à moins de contrebancer cette compromission par le maintien et l'approfondissement de sa superbe mobilisation électorale ce qui inévitablement conduira à une rupture. Comme Mamdani, les Solidaires — la porte-parole femme est d'ascendance palestinienne — ont un profil « woke » pro-immigrant et pro-palestinien. Le 7 février, les Solidaires ont mobilisé contre la suppression du PEQ mais non pour celle réclamant un statut permanent pour tous les sans-papiers ce pour laquelle a mobilisé [le site web](#) de la gauche du parti. Cette modeste dernière manifestation a finalement rejoint la plus importante première ce qui a permis de s'en distinguer mais sans sectarisme. Si la manifestation anti-PEQ ne rallie ni CAQ ni PQ elle a l'accord des Libéraux... et [du patronat](#), ce qui n'est pas le cas de la régularisation de tous les sans-papiers. [L'Espagne de centre-gauche](#) en a régularisé un demi-million au moins sur une base temporaire renouvelable. Le wokisme Solidaire est finalement molasse et imprécis.

Il y a loin de la coupe aux lèvres entre apparaître pro-travailleur, écologiste, féministe, woke et indépendantiste et le devenir. Une plateforme électorale allant dans ce sens n'est certes pas le bout du chemin arrivant à destination mais elle en est un relais indispensable.

Marc Bonhomme, 8 février 2026
www.marcbonhomme.com, bonmarc@videotron.ca

&&&&&&&&&&&&&&&&&&&&&

Proposition pour le Conseil national

Attendu que la victoire inattendue du « socialiste » nouveau maire de New-York Zohran Mamdani montre la voie à suivre en termes de tactique électorale soit une campagne « woke » porteuse d'une plateforme audacieuse, concrète et clivante telle, par exemple, « *Gel des loyers, bus gratuits, garde d'enfants gratuite, augmentation du salaire minimum à 30 dollars d'ici 2030, imposition des entreprises et des 1% les plus riches, [tripler] la production de la ville en matière de logements abordables à perpétuité, construits par des syndicats et à loyer régulé – en construisant 200 000 nouvelles unités au cours des 10 prochaines années.* »

Attendu que bien que Québec solidaire ait déjà un profil « woke » mais qu'il ne se soit pas encore donné des revendications audacieuses pour lutter contre le coût de la vie et encore moins de telles revendications liées à la crise climatique et à la nécessité de l'indépendance.

Attendu que de telles revendications ont besoin de temps, au-delà de la campagne électorale proprement dite, pour être intériorisées par notre électorat et même par les membres du parti.

Il est proposé que d'ici le prochain congrès

A. De soumettre au débat au sein des instances du parti les quelques revendications suivantes dans le style Mamdani

- la gratuité d'un service universel de garderies,
- le gel des loyers,
- la construction de 100 000 logements écoénergétiques avec panneau solaire et/ou toits verts à consommation (quasi-)zéro,
- le gel des tarifs de transport urbain,
- l'étatisation du service d'autobus interurbains et son rétablissement au niveau de 1981,
- des autobus ou tramways en voies réservées sur tous les rues/routes à quatre voies,
- déjeuners et dîners gratuits végétariens dans toutes les écoles,
- taxe pénalisante sur les aliments périmés et jetés par les entreprises à moins de les donner,
- des parcs naturels sur 30% du territoire en équilibre entre le nord et le sud,
- la cogestion de la forêt avec les peuples autochtones,

- imposition à 100% des gains de capitaux réalisés,
 - rétablir l'échelle de progression des taux d'imposition combiné (fédéral et provincial) des particuliers à ce qu'elle était en 1971
- B. De faire ressortir que ces revendications nécessitent l'indépendance parce que, d'un, elles sont incompatibles avec le Canada pétro-gazier et, de deux, que seule un peuple reconnu et libéré du mépris chauvin, dit *Quebec bashing*, peut avoir la détermination et l'énergie pour aller à contre-courant de l'extractivisme fossile et minier du fédéralisme et du trumpisme xénophobe et raciste qui a gobé le PQ comme la CAQ.